

## Interview avec Joelle Aubron d'Action Directe Future Noir No 3, Juillet 2002

Comment était organisé AD ; est ce qu'il y avait une section chargée de la lutte armée ou est ce qu'AD était tout simplement une organisation armée ?

AD n'avait pas une section légale et une autre armée ; pas plus qu'elle n'avait de représentation politique sous forme de parti. L'unité du politique et du militaire était un présupposé indispensable à l'action de la guérilla. Le tout nous ayant amené à cette imbrication n'est pas évident à rendre.

Nous ne sommes pas partis d'un point A pour aboutir au B. Lors de l'élan pour se saisir de l'outil stratégique de la lutte armée, pour en appréhender l'usage dans les métropoles impérialistes, les déterminations furent nombreuses et, surtout, elles ne furent pas linéaires. L'agir guérilla sur ce continent n'était pas une méthode. Nous ne disposions pas du manuel en consignait la procédure.

Nous étions des successeurs et inventions le présent dans un mélange détonnant de continuité et de ruptures. Et le plus simple est sans doute de donner un exemple avec une notion essentielle : l'autonomie du prolétariat.

La question de l'autonomie du prolétariat, en tant que classe pour soi et ainsi mouvement porteur de l'abolition des classes est au cœur de l'histoire communiste. Et dans ce mouvement pour abolir l'ordre des choses existant, et donc les classes, j'englobe les anarchistes qui revendiquent cette émancipation. De la Commune aux luttes actuelles, la forme et les marques de cet agir autonome de la classe sont eux-mêmes au cœur de la querelle entre communistes et anarchistes.

Pour autant, ils ne doivent pas être nombreux ceux qui ont appréhendé l'actualité renouvelée par les années 60 au détour de la studieuse lecture d'un quelconque fascicule. Cette approche ou conscience historique fut « naturellement » disponible dans l'air du temps. Ancré dans une histoire, notre présent était investi par elle. Dans l'Etat français, des maos aux LIP en passant par les luttes des travailleurs immigrés, cette autonomie ne saurait être circonscrite au mouvement autonome de la fin des années 70. A l'issue des années 60, la forme du parti communiste, telle qu'elle avait prévalu à partir de 1917, avant-garde une fois pour toutes, avait été profondément remise en cause. Ce n'était pas pour autant une liquidation et une conversion théorique aux thèses anarchistes. C'était avant tout un processus, des pratiques, des confrontations, des expériences, des devenirs.

C'était ce qu'étaient devenus les partis communistes issus de la 3<sup>ème</sup> internationale ; l'incapacité à affronter nombre d'enjeux de la lutte des classes dont ils avaient accumulé les preuves depuis 1945, notamment dans le cadre des processus de libération nationale (1). Mais c'était tout autant la reconversion d'une partie de l'ex « nouvelle gauche ». Après s'être démarqués des vieux partis communistes, les partis d'extrême gauche la jouaient Iznogouds voulant être calife à la place du calife. A la fin des années 70, en Europe, nous pouvions constater le ridicule de leur énième recommencement d'une conquête idéologique des masses, de progression quantitative lors des foires électorales en encadrement des luttes dans la soumission aux rapports institutionnels. Et notre constat de ce ridicule s'alimentait à d'autres constats encore.

Dans ceux-ci, la fonction des contrôles sociaux institutionnels. Ce n'était pas vraiment nouveau que la conception insurrectionnelle où il s'agirait de la lente maturation des forces dans le débat idéologique et le travail syndical soit mis en cause. Dès les années 30, Gramsci avait identifié l'exigence d'une nouvelle stratégie pour dépasser les institutions de la contre-révolution préventive qu'érige la bourgeoisie pour maintenir son monopole.

Mais cette exigence aussi était un possible accessible dans « l'air du temps ». La subversion traversait tous les espaces, les transformait en autant de moments d'agir critique et résolutions radicalement alternatives à l'ordre des choses existant. La pratique militante quotidienne était faite d'occupations, de manifs violentes, de mobilisations militantes classiques mais aussi d'attentats et d'expropriations. Ceci formait un tout politique où la politique révolutionnaire avançait bien sur deux pieds : le mouvement et la guérilla. Le constat selon lequel la forme des avant-gardes avait besoin d'être profondément renouvelée pour œuvrer efficacement au *bouleversement de tous les rapports qui avilissent, soumettent, assujettissent et détruisent les hommes et les femmes* se matérialisait en agir.

Constats et faits créaient les dynamiques ouvrant le champ des possibles. « La seule force réelle, c'est l'unité des camarades dans les usines, dans les quartiers, dans les lycées, dans les bureaux, unité sans sigle ni carte, refusant toutes les divisions qui menacent la véritable unité de classe ; c'est-à-dire de la stratégie révolutionnaire. De cette unité naît la gauche prolétarienne. Et la seule la gauche prolétarienne peut construire dans la lutte, l'organisation révolutionnaire. » (Sinistra Proletaria, 1970). Les mots et les termes renvoyaient à des situations concrètes, rendaient compte du réel. Nos inspirations provenaient des classiques Marx, Engels, Lénine, ... Mais nous puisions tout aussi allègrement dans Mao, Guevara ou Frantz Fanon. Théorie marxiste<sup>4</sup> et nouvelles avancées théoriques issues des agir de libération nationale

s'entrelaçaient, fusionnaient et se confrontaient. Nous pompions chez les Situationnistes de l'immédiat pré soixante huit et nous servions d'Althusser pour consolider nos analyses. Ce n'était pas des lectures en chambre. Saisies au fil d'un tract, d'arguments chaudement défendus dans une AG,...nos références s'incarnaient dans des pratiques.

Et c'est de ce joyeux « foutoir » qu'avec de souvent profondes divergences d'une organisation de guérilla à l'autre, avait émergé un agir de lutte armée sur ce continent. Stratégie d'unité prolétarienne, elle impliquait une rupture avec les contrôles sociaux institutionnels.

La conscience de ces contrôles était quasiment au cœur de cette option. Et c'est avec Althusser que nous décortiquions la manière dont les structures agissent les unes sur les autres : la base économique, les rapports sociaux et humains qu'elle façonne ; l'Etat et les corps sociaux et de classe qu'il engendre « autonomement » ; les institutions, celles des champs politiques et culturels et leurs conséquences et impacts sur nos vies, la représentation que nous en avons et nos imaginaires.

Or le spécifique de la situation à la fin des années 60 avait été de montrer cruellement jusqu'où allait la contamination par la contre révolution préventive. Quasiment à l'échelle mondiale, les organismes politiques et syndicaux dont s'était dotée la classe avaient renoncé à leurs tâches. Certes, ce n'était pas une première, pour ne donner qu'un exemple : les partis sociaux-démocrates fracassant la IIème Internationale sur l'autel de la première boucherie mondiale en 1914. Néanmoins, ce qui était nouveau fut de disposer de l'outil guérilla. Il nous venait essentiellement des luttes de libération de l'après seconde guerre mondiale dans les 3 continents.

A la généralisation des politiques contre-révolutionnaires, à toute institution, à la collaboration des organismes syndicaux et partisans, répondit l'emploi de la lutte armée, devenue outil stratégique de la contre violence révolutionnaire. Nous prenions à Mao le concept de *guerre révolutionnaire prolongée* et nous l'adaptions à nos réalités métropolitaines. Nous renoncions à la prétendue accumulation progressive de forces pour lancer la lutte armée « le moment venu » et faisons de l'activité guérilla un outil immédiatement indispensable à la guerre de classe révolutionnaire, disponible pour détruire le système global d'exploitation et construire une organisation sociale alternative.

Contre les attentismes, les délégations ad vietnam eternam, l'activité de la guérilla posait un lien fort entre la lutte aujourd'hui, la critique-rupture et le but. La préparation à la guerre et à l'insurrection révolutionnaire est elle-même politico-militaire. C'est la guerre de résistance, la contre violence des révolutionnaires s'affrontant à la brutalité du système d'exploitation et d'oppression.

Après Gènes, j'ai entendu un manifestant médiatisé proférer : « *la violence enterre l'avenir* ». Le genre de formules qui ne veulent rien dire à force d'être conformes au prêt à penser pour encéphalogrammes plats. La violence intégrée au système y est admise comme un état naturel et autogéré. Pour autant que toutes les sociétés aient tendance à s'auto représenter la violence comme un corps étranger et à produire différents rites, parfois très violents eux-mêmes, pour l'expulser, dans la situation actuelle où 358 fortunes personnelles supérieures à 1000 millions de dollars représentent l'équivalent des revenus annuels de 45% de la population mondiale, soit 2,3 milliards de personnes, il est plus que jamais indispensable de se référer à la différence sémantique qu'introduisait Genet en 1977 entre la violence et la brutalité.

Ce seul exemple illustre bien le procédé aliénant où s'enferme le spectacle de la contestation. Les fondamentaux du rapport de force sont niés, effacés du paysage. L'accès au réel est encombré par des mots dont le sens est perdu. Les conditions concrètes où se détermine la brutalité structurelle du système sont, au mieux, dénoncées, pas combattues.

Les ATTAC et autres citoyennistes prétendent renouveler le contenu de la démocratie formelle, telle qu'elle est développée à partir du XIXème siècle. Or, quels qu'aient été les droits sociaux et politiques obtenus au cours de luttes et combats très dur dans le cadre de cette conception des rapports entre le capital, le travail et l'Etat, les cadres et règles de cette « démocratie » furent déjà un aboutissement du mode de production capitaliste dans sa pleine gloire de vampire suçant le sang de l'assujettissement de la force de travail. Au XIXème, ce vampire avait grosso modo achevé en Europe « *l'expropriation de la masse du peuple hors de sa terre, fondement du mode de production capitaliste* ». Il se lança à la conquête des mondes où la dépendance salariale ne constituait pas encore son verso, en tant que rapport social de production. En ce début de XXIème siècle, le vampire vit toujours du sang des prolétaires par deux artères ; l'une où il pompe celui du prolétariat des métropoles et l'autre.

Pour autant, cette unité du politique et du militaire ne signifiait nullement faire de la violence « *le moteur de l'histoire* ». En revanche, contre la violence institutionnalisée, pacifique, celle du rapport capital/travail pour ne citer que ce fondement de la société des classes, la contre violence nous semblait susceptible de conquérir des moments de pouvoir avec et pour les vaincus.

La crise de domination enregistrée par la bourgeoisie à la fin des années 60, la crise du modèle d'accumulation et des rapports sociaux capitalistes posaient avec une nouvelle acuité la question de la

conquête du pouvoir par les vaincus. Par ailleurs, dans le même mouvement, c'étaient les conceptions de l'internationalisme prolétarien et de l'anti impérialisme qui étaient profondément renouvelées.

Quels étaient les rapports d'Ad avec la RAF ?

Le texte commun de janvier 1985 fut une résultante de conditions objectives, d'expériences et de discussions. Et puisque la politique révolutionnaire avançait sur ses deux pieds : le mouvement et la guérilla, expériences et analyses des conditions étaient la matière de discussions entre les différentes instances : guérilla proprement dite, groupes de résistances, expressions organisées plus ponctuelles.

Contrairement à ce que des idiots ont pu en dire, ce texte ne se réfère pas à une fusion entre nos deux organisations. Non seulement nous gardions nos signatures comme nos structures organisationnelles respectives mais si nous déterminions officiellement ensemble nos campagnes politico-militaires, cela impliquait une discussion permanente. « *Ce projet, comme processus ouvert orienté vers une attaque commune, doit briser dans les centres la stratégie impérialiste parce que c'est d'ici qu'ils doivent se construire militairement et économiquement afin de maintenir leur domination globale* » (déclaration commune AD-RAF, 1985)

Avec la RAF, mais aussi avec les Comunisti Organizzati per la Liberazione Proletaria (2) avant, nous avons dépassé le stade des simples coups de main ponctuels dans le cadre de la solidarité agissante, telle qu'elle se pratiquait alors couramment. Il ne s'agissait plus alors seulement de partager explosifs, armes, faux papiers et sous ou même de mener ensemble des opérations de logistique. Nous attaquions ensemble.

En septembre 1988, alors que s'ouvrait à Berlin la réunion bisannuelle de la Banque Mondiale et du FMI, la Raf attaquait Hans Tietmeyer, secrétaire d'Etat au ministère des finances en RFA et délégué pour le FMI et la BM lors des sommets économiques mondiaux. Un texte commun RAF-BR/pcc était joint au communiqué du commando Khaled Aker. Il soulignait combien *les différences historiques dans les développements et détermination politique (...) ne peuvent et ne doivent être un obstacle pour la nécessaire unification des multiples luttes et activités anti impérialistes dans une attaque consciente et ciblée contre le pouvoir impérialiste.*

A rendre compte d'un tel processus, il y a toujours risque d'une description linéaire. Et le pire est qu'une telle description contribue à alimenter le fond de commerce des ex, désormais repentis d'avoir rêvé *changer la vie et raisonnablement* convertis à la promotion de la soumission.

Néanmoins, une énumération chronologique des différentes déterminations doit pouvoir donner une idée de la combinaison des facteurs ayant permis ce pas :

Inscrits dans l'agir même de la lutte armée sur ce continent, les profonds renouvellements de l'internationalisme et de l'anti-impérialisme ;

La résolution stratégique « *Guérilla, résistance et front anti impérialiste* », publiée par la RAF en mai 1982. Tu trouveras joints quelques extraits de ce long texte.

Les avancées de la formation ouest-européenne et les enjeux pour le prolétariat et les peuples des 3 continents d'un tel développement réactionnaire.

Ces déterminations ne fonctionnent donc pas comme une addition dont la somme serait un modèle programmatique. Elles s'imbriquent, agissent interactivement entre elles et avec un ensemble de pratiques. Et c'est ce tout qui se projette contre le redéploiement de la bourgeoisie.

Entre 1979, comme année où AD apparaît comme telle, et 1982, le rapport entre les forces a déjà évolué, et pas en faveur de notre camp. Ne pouvant pas rendre compte ici des multiples facteurs de cette défaveur, je me borne à son constat : la bourgeoisie a repris l'offensive. Déclaration de guerre envers les peuples et le prolétariat des 3 continents, les résolutions du « somment de Versailles » expriment la nouvelle qualité acquise par la stratégie impérialiste. Quelques semaines plus tard, l'Etat israélien lançait l'opération « *Paix en Galilée* » ; son armée envahissait le Liban et perpétrait les massacres de Sabra et Chatila (3).

De la même manière aujourd'hui, tous peuvent constater l'enchaînement entre l'affiche d'un impérialisme sans complexe sous le prétexte de « *guerre au terrorisme* » et la tentative du gouvernement Sharon d'en finir une fois pour toute avec le peuple palestinien. Et chaque peuple opprimé peut constater douloureusement à quel point ce même prétexte sert l'état qui opprime. Néanmoins, ce n'est pas seulement une question de prétexte. Son aveuglante évidence pose l'interactivité entre libération du capital et libération de l'impérialisme. Plus le mode de production capitaliste se heurte aux limites « génétiques » de son mode de développement, plus ses conséquences impérialistes se font brutales.

L'interaction entre les 2 libérations avait toujours été au centre de la stratégie d'AD. Quand en 1982, la réalité, la manière dont s'y déploient les rapports de force, pose les marques de cet entrelacement, nous menons les campagnes de juin et août : forte mobilisation contre le sommet de Versailles, nombreuses opérations dont un spectaculaire attentat contre le siège européen du FMI et de la Banque mondiale, attentats contre des sociétés israéliennes et américaines dont l'occupation armée du siège de la Chase Manhattan Bank.

Ainsi, face au constat, nous disposons encore d'un certain nombre d'atouts. Les exigences de la critique pratique aux interprétations figées de l'internationalisme trouvaient de nouvelles pistes pour développer la résistance. Partant de l'existence de la politique guérilla à l'échelle ouest européenne, la RAF s'investissait dans un projet plus englobant que jusque là.

Mais ce projet d'un front où se déploieraient les ramifications d'une résistance multiforme, s'inscrivait lui-même dans un processus. Dans un texte publié à l'occasion du procès de mai 94, nous en retracions les grandes lignes sous la rubrique « *de la « sympathie » à la convergence stratégique* ». *Si la question européenne n'a pas été, ou peu, examinée a priori, elle va se dessiner au fil de l'affrontement avec la bourgeoisie et les forces réactionnaires. Et c'est essentiellement dans ce processus qu'elle trouve un début de résolution (...). Pour être un point de référence du prolétariat dans un processus de guerre sociale à long terme, l'engagement révolutionnaire doit saisir et assumer toutes les réalités de l'époque et, en tout premier lieu, la tendance à l'intégration de la bourgeoisie impérialiste européenne et l'épuisement de l'omnipotence de l'état nation. La recomposition du prolétariat en dépend comme bien évidemment la capacité à dépasser les relations politiques encadrées et donc à représenter les intérêts de ce prolétariat et ses solidarités internationales et anti-impérialistes concrètes avec les prolétaires et les peuples opprimés du monde entier. Un processus d'unité fondé sur la contradiction fondamentale prolétariat international/bourgeoisie impérialiste. Dès la fin des années soixante dix, avec l'aiguëment de la crise et donc de la tendance à la guerre deviennent possibles simultanément la convergence stratégique et la conscience des limites évidentes de l'unité seulement objective. (...).*

Aujourd'hui, où la nature réactionnaire de la formation européenne est une évidence pour tous, cela peut paraître atrocement banal de l'évoquer comme telle. Mais si je vous ai cités en 94, c'est parce que nous parlons ici de la conscience qui était la nôtre dès le début des années 80. Quelles qu'aient été nos erreurs et fautes, nous avons pris cette responsabilité politique à bras le corps. Et j'en suis fière.

Il va de soi que la défaite encaissée rend compte de nos limites et erreurs. Rétrospectivement, j'ai l'impression que nous, les orga de la guérilla et les autres espaces de l'activité pour cette unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest, pédalions à des kms en avant. Certes, nous rendions compte, pratiquement, de la nouvelle qualité de la guerre de classe internationale mais nous étions beaucoup trop volontaristes pour retrouver le terrain d'une efficacité politique. Nous percevions mal à quel point nous étions entrés dans une phase défensive de l'histoire des vaincus et perdants. Hyper conscients de la force de la contre offensive bourgeoise, nous étions pris par le sentiment d'urgence. Cependant, nous ne saisissions pas vraiment l'ensemble des impacts de ce redéploiement. Nous constatons certes les reculs mais les prenons comme un sale moment à passer.

Et c'est particulièrement vrai pour nous, ceux d'AD cette fois. L'arrivée de la gauche au pouvoir après 30 ans d'opposition nous bouchait la vue sur la profondeur de cette régression de la pensée et l'agir critiques. Nous prenions cette régression comme locale et momentanée.

Le fait est, je ne suis pas très sûre de la valeur de cette évaluation. Aujourd'hui, sont cruels les impacts de cette contre offensive, notamment sur les plans idéologiques et politiques, celui de la représentation du monde et des possibilités d'y agir. Mais cela reste un regard à partir des effets. L'histoire de la lutte armée sur ce continent reste à écrire. Nous, ainsi ceux et celles qui n'ont toujours pas renoncé à agir dans le monde, ne pouvons admettre les présupposés idéologiques et politiques des clercs de l'historiographie bourgeoise. Notamment en ce qui concerne l'usage de la contre violence révolutionnaire.

Vous étiez une organisation anticapitaliste mais vos attentats étaient surtout axés sur le gouvernement. Pourquoi n'avez pas visé des groupes multinationaux ? Ne pensez vous pas que les gouvernements sont des larbins du capitalisme ?

Ouille ! Ta question fait mal. Dans quelques outils dont je dispose pour comprendre la réalité afin d'agir sur elle, il y a une bonne louche de corpus marxiste. Or la question fait mal parce que la relation que tu poses entre d'un côté les multi d'un autre les gouvernements me semble un des effets de l'idéologie dominante, *fausse conscience reflétant les conditions réelles*.

Cela fait quelques années désormais que s'est installée dans de nombreux espaces de la contestation ce que l'on peut appeler une nostalgie à l'Etat interventionniste du Welfare. En allant vite, un rôle social de l'Etat qui préserverait le territoire des Etats nations des effets de la concurrence du « libre marché » et des ses axiomes déclinant le profit à tout prix. Je ne peux pas ici revenir sur la fonction historique de ce modèle étatique ; le rapport complexe qu'il y a entre les différentes données de cette époque du développement capitaliste couvrant, grosso modo, des années 30 aux 80 du XXIème siècle. J'en cite seulement deux, centrales en ce que leurs interactions ouvrent la compréhension vers les différents plans qui constituent les formations économique sociales en cette phase historique :

Le développement d'un mode d'accumulation où furent imbriqués le travail à la chaîne tayloriste et les conséquences tirées par la bourgeoisie de la crise de surproduction des années 30, notamment par le biais de ce qu'on a coutume d'appeler des politiques keynésiennes où schématiquement, une offre massifiée est associée à une demande massifiée ;

Une certaine forme de la lutte des classes où jouèrent, simultanément, la réalité de l'ouvrier masse, enrégimenté sous la contrainte de la chaîne dans de grandes unités de production, l'existence d' « modèle alternatif » (4) et, par conséquent, la position défensive que cette présence impliqua pour la bourgeoisie, alors même qu'elle était confrontée aux luttes de libération nationale à la périphérie du centre de son pouvoir.

Pour continuer à exemplariser à partir des actions des années 84 et suivantes, ce n'est pas un hasard qu'avant de devenir un spécialiste en « dégraissages » massifs, le grand technocrate, Georges Besse, ait été à la direction d'importantes innovations françaises dans une industrie où la connexion entre applications civiles et militaires est des plus étroite ; de l'usine de Pierrelate pour enrichir l'uranium au retraitement des déchets à La Hague d'où est surproduit le plutonium. Pas plus que ce n'est un hasard, si Guy Brana, alors n°2 du CNPF, a fait l'essentiel de sa carrière dans la transnationale Thomson. Nationalisée en 1981, cette firme produisant de la haute technologie civile et militaire, était un des acteurs majeurs du « Secteur Public Industriel », une machine de guerre de l'offensive bourgeoise alors en cours.

Comme dans tous les pays impérialistes, les monopoles et l'Etat sont bien évidemment les principaux agents de lutte de classe de la bourgeoisie. Mais en France, leur fusion (le capitalisme monopoliste d'Etat) assume des caractères très spécifiques. Le poids de l'Etat était énorme dans l'économie et dans la production elle-même, grâce à son « Secteur Public Industriel » (SPI).

En ce début des années 80, l'Etat mitterandien concentrait donc les principales armes de la restructuration. Ainsi les armes dont la bourgeoisie avait besoin pour sa guerre de classe ; c'est-à-dire, rétablir le taux de profit et imposer le nouveau modèle néolibéral. Et il est clair aujourd'hui combien les différents gouvernements de « gauche » agirent en ce sens. Les banques et le crédit étaient majoritairement nationalisées (36 banques, assurances et instituts financiers), et les cinq principaux groupes industriels, soit plus de la moitié de la production high tech, étaient aux mains de l'Etat et quasi tous les secteurs des nouvelles productions, construction aéronautique et spatiale, communications, recherche fondamentale, ... Et ce sont justement ces secteurs qui servirent d'exemple aux restructurations les plus radicales, à l'introduction des nouveaux credo productifs du contrôle total (groupe de travail, zéro défaut, zéro stock, zéro temps mort...) ou bien encore où sévirent les spéculations les plus éhontées comme les magouilles du Crédit Lyonnais ou celles des AGF.

C'est à partir du SPI où, justement, la production militaire est tout sauf négligeable, que se sont diffusés dans les autres entreprises et le tissu des PME/PMI, puis à la société entière, les caractères du nouveau modèle d'accumulation sur ce territoire. Ainsi, c'est l'Etat lui-même qui a introduit les marques de la hausse du taux d'exploitation, qui a poussé plus avant le rapport capitaliste d'extorsion de travail.

Les cibles d'AD étaient liées à cet activisme étatique, à des centres de réflexion où multinationales et Etats élaborent la politique de leurs bénéfices comme avec l'OCDE, aux instances où se concoctent les agressions impérialistes, militaires comme avec l'Union de l'Europe Occidentale, économiques comme avec la Banque Mondiale et le FMI.

Pas plus à notre organisation qu'à la guérilla européenne en général, on ne peut reprocher de n'avoir pas appréhendé les principaux enjeux de la contre offensive bourgeoise et leurs conséquences possibles pour la classe prolétarienne internationale.

Que penses tu de l'activité militante à l'heure actuelle ? Quelles sont les différences que tu as pu remarquer avec l'activité à l'époque d'AD et de la RAF ?

Quand j'observe l'activité militante de ces dernières années, c'est à travers un prisme très particulier. Pour l'essentiel, il est composé de 2 « matières »

D'un, les années d'incarcération. Mon rapport avec l'activité actuelle est forcément très intellectuel. Je n'en perçois pas ou mal les apports vivants, les échanges tels qu'ils sont en situation et, avec eux, les liens, les émotions, ... Bref tout ce subjectif collectif, partie intégrante de la lutte et de la vie. Je suis en quelque sorte décalée, coincée dans une tour d'ivoire involontaire où ce qui se théorise est plus important que ce qui se fait. Vu les espaces où s'est constitué mon propre engagement, ce n'est pas des plus confortables pour évaluer les perspectives.

De deux, la « la défaite » que nous avons essuyée. Un nous qui va donc beaucoup plus loin que les quelques militantes et militants d'AD toujours incarcérés. En 68, j'allais sur mes 9 ans, je ne suis donc pas une soixantehuitarde. Il n'en demeure pas moins que je suis partie de cet élan révolutionnaire « là ».

La force des désirs de libération et d'émancipation (5) avait dans cet élan des expressions multiples. Elles parcouraient l'ensemble des champs du vécu des hommes et des femmes : Des luttes, armées ou non, dans les 3 continents s'affrontant aux dictateurs locaux soutenus par les puissances impérialistes ou directement aux forces armées de ces dernières, à celles des peuples opprimés dans les cœurs mêmes de ces puissances ; De la lutte des femmes à l'agir et la pensée critique contre l'ensemble des institutions où s'exerce la modélisation des êtres humains au service des rapports sociaux capitalistes et de la reproduction de la soumission aliénante, ...

A la fin des années 80, cet élan fut « épuisé ». Des guillemets cependant. Il s'est agi d'une défaite face à la contre offensive de la bourgeoisie que nous avons vu monter en puissance à partir des années 70. Dans la longue guerre qui oppose exploités et exploités, une bataille fut perdue. Pour autant, l'incontestable fracture historique que constitue le cruel constat de cet épuisement ne se confond en rien avec un épuisement du tout évoqué. C'est simplement un cycle de lutte qui s'est épuisé (6).

Les années 90, et particulièrement leur première moitié, furent un cauchemar, une course contre le cours naturellement oppressif de l'histoire. Nos vainqueurs pouvaient fanfaronner.

Aujourd'hui, cette phase est dernière nous. Ces toutes dernières années, s'ébauche de quoi espérer un nouvel élan.

Là-dedans, il y a bien sur ce que les médias appellent le mouvement anti-globalisation. Dans un premier temps, il m'a semblé monstrueusement dominé par des pré-supposés sociaux-démocrates. Toute une nostalgie à l'Etat « social », toute une demande de « meilleure répartition des richesses » qui n'interrogent pas vraiment les fondements du système. Et ce faisant, limitent les aspirations à la vie, les embourbent inexorablement dans les ornières d'un réformisme d'autant plus sans objet que le pourrissement du même système se caractérise, entre autres, par une profonde poussée réactionnaire (voir ce que je disais des ATTAC et autres citoyennistes mondialisés). Face à eux, les expressions plus radicales étaient sur la défensive, on ressortait les bréviaires (qu'ils soient communistes ou anarchistes) pour tenter de contrecarrer cette appréhension du réel falsifiée et falsifiante. Les logiques de chapelles groupusculaires et les concurrences entre sigles sur le marché du spectacle protestataire étaient à leur zénith. Ces derniers temps, j'ai l'impression que cela commence à aller mieux. S'ouvriraient des espaces de discussion et d'agir critiques tout ce qu'il y a d'intéressants. Il faut dire que le réel nous donne de sérieux coup de pouce. Notamment depuis le 11 septembre et le prétexte qu'en ont faits les nouveaux *croisés du bien*.

Déjà, en effet au vu de l'enchaînement de nombre d'événements de ces derniers mois, difficile de continuer à disqualifier comme inopérante l'analyse des rapports impérialistes. Ainsi la globalisation est l'appellation de la nouvelle forme de l'impérialisme. Comme les modes d'accumulation au sein d'un « éternel » mode de production capitaliste, les formes de l'impérialisme changent. D'un côté, la pleine visibilité d'une structure pyramidale où trônent les USA ; d'un autre, le contenu profondément réactionnaire de ce rapport de force où les prétentions à agir sur le monde semblent s'épuiser du spectacle de leur impuissance. C'est bien sûr une situation très dangereuse. Pour deux raisons au moins : l'impressionnante force de frappe acquise par l'impérialisme et la tentation du recours aux solutions miracles avec leur cortège de boucs émissaires et de politiciens providentiels.

Mais c'est plus fort que moi, même la lucidité sur ces dangers, sur ce à quoi ils correspondent pour les différents plans où se constituent la vie et sa poussée créatrice, n'arrive pas à me convaincre d'un anéantissement des désirs de libération et d'émancipation. Il y a quelques temps, j'ai conclu un texte sur l'engagement en le comparant au vieux mythe de Prométhée, volant le feu aux Dieux pour que les hommes ne dépendent plus de leurs forces aveugles et arbitraires, une insurrection dans la quelle la persévérance fait des illusions perdues des forces d'avenir. L'aspiration à développer des rapports libératoires entre les hommes et les femmes est au cœur de l'aventure humaine. Selon les époques, ses constituants idéologiques, politiques et sociaux, elle s'exprime différemment, se trompe souvent sur les pré-supposés de sa réalisation mais renaît toujours des ses cendres. Elle est intimement liée à la vie, à son surgissement là où on n'en l'attend pas ou plus.

Je pense à vraiment pleins de choses qui ont toutes en commun de vouloir changer la donne et la changent concrètement. Dans une colonie de maquiladoras, proche de Tijuana, des femmes multiplient les initiatives d'éducation populaire, créent une école de 300 places, contre la désertion des pouvoirs dits publics dans cette zone de libre échange, et lancent une université des savoirs et de philosophie. Une récente *mission civile pour la protection du peuple palestinien* réussit, par la présence d'internationaux, à permettre à des ouvriers palestiniens de réparer les pompes à eaux d'un camp, en rade depuis plus de 15 jours et sous le feu de snippers israéliens. Un cinéaste tourne un film avec des enfants des rues de Dakar après s'être donné les moyens que son projet aide les mêmes à long terme. J'ai choisi exprès des exemples « minuscules », mis en œuvre dans des contextes où les logiques de mort sont omniprésentes. Les pousses de ce genre sont innombrables. Au jour le jour, elles déconstruisent la destruction et la défaveur du rapport de force, même si leurs initiatives ne suffisent pas à inverser ce rapport.

Dés qui résistent dans le monde, il y en a de plus en plus. Pour ceux et celles d'entre nous qui persistent à élaborer l'avenir, avoir encaissé la défaite est peut être un avantage. Nous avons vécu un essoufflement, puis la mise à mort d'un élan. Aujourd'hui, nous regardons et vivons les germinations derrière cette phase-là. Réinvente nos potentialités à *marcher en posant des questions* l'existence de ces situations où les *invisibles* tissent à nouveau la conscience d'être la seule multitude créatrice. D'une source de lectures à l'autre, je perçois des convergences. La critique et l'agir anticapitalistes paraissent reprendre du poil de la bête. Après avoir jeté beaucoup de bébés avec les eaux de leurs bains, notamment en matière de concepts et appréhension du réel au service des vaincus, nous nous extrayons des positions défensives. Les « *nous voulons tout et tout de suite* » germe une fois encore. De toute façon, ce n'est pas possible de faire autrement. Ce que je dis là est très vague mais ce serait vraiment d'énumérer toutes les réalités où pointent, de nouveau, des compréhensions globales des luttes, résistances et aspirations. En tout cas, en comparaison du début des années 90, ça va mieux. Bien sûr, la brutalité du rouleau compresseur à l'œuvre rend fragiles les pousses en sens contraires. Et cette fragilité peut être encore accrue par nos réflexes défensifs pour préserver le pré carré de nos certitudes quand tout va mal. Mais c'est justement pourquoi je suis très contente de la question suivante, parce que tu es anarchiste et je suis communiste.

Pour vous, le prolétariat doit prendre le pouvoir. Ne penses tu pas que celui doit détruire la bourgeoisie et l'Etat pour arriver à l'autogestion où le prolétariat ne serait plus exploité et opprimé ?

D'un côté, ta question cible bien l'une des différences essentielles entre les étiquettes anarchiste et communiste. D'un autre, au regard de l'histoire, notamment du dernier siècle, elle la cible de manière caricaturale.

Cela nous oblige à revenir à l'essence du projet révolutionnaire anticapitaliste, à son effort pour développer une libération des possibles et une émancipation de l'être humain. A partir de là, il y a ce qui s'oppose à cet effort. Forcément ma présentation va se référer à des catégories marxistes mais bon, il y a des anars qui se les approprieraient comme marxiennes, alors j'espère que ça te les rendra plus digestes. Ainsi dans l'analyse marxiste, il y a deux contradictions dont on peut presque (7) tout découler :

-capital/travail ;

-Développement des forces productives/appropriation privée de la richesse socialement produite.

Elles sont en tout cas le point de départ de la proposition selon laquelle la classe exploitée et opprimée, n'ayant que ses chaînes à perdre, se voit conférer la mission historique d'abolir toutes les classes.

C'est seulement ensuite que se déclinent les propositions pour réaliser cette « *mission historique* ». Et parmi ces propositions, la divergence entre anarchistes et communistes quant à l'organisation. Quelle est la méthode pour que la classe accomplisse cette *mission* ? De quels outils pour la lutte doit elle se doter ? Et, quand élan révolutionnaire il y a, quelles sont les structures qui lui permettront d'aller plus loin encore dans la déconstruction de ce qui opprime et l'élaboration de ce qui libère ? C'est autour de ces questions et expériences là que s'ordonnent deux questions :

Conquête du pouvoir d'Etat ou sa destruction

« centralisme démocratique » ou « fédéralisme »

Pour moi, pas plus les expériences communistes que celles anarchistes n'ont données le schéma auquel il suffirait de se référer pour avoir une garantie sur la réponse. Par ailleurs, l'absence actuelle d'élan révolutionnaire m'incite à plus de prudence encore devant la tentation des programmes engoncés dans le ressassement de ce qui aurait pu être si...

Selon les trotskystes, les stals n'avaient pas pris le pouvoir dans l'ex-URSS et exercé une telle hégémonie sur le mouvement communiste ;

Selon les anars, les communistes n'avaient pas saboté et détruit leurs efforts lors de chaque poussée ;

Selon les stals, si les révisionnistes de l'après seconde guerre mondiale n'avaient pas fait ami-ami avec les compères impérialistes.

Et ces ressassements là ne sont que les grandes lignes autour desquelles se déploient les multiples lignes de fracture dans le « camp » des vaincus. Le presque paradoxe est que ces grandes lignes de fracture hyper politisées s'exercent sur un champ pour l'agir profondément dépolitisé. Ce n'est qu'un paradoxe apparent. N'ayant vécu qu'une seule défaite, je ne peux pas comparer avec d'autres périodes. Mais tout ce que je connais de l'histoire de ce camp m'incite à penser un lien entre défaite et repli sur soi, entre élan et dynamisme créateur de nouvelles possibilités d'un avancer ensemble, créant lui-même de nouveaux possibles.

Ce champ profondément dépolitisé a diverses causes. Il y a certes la défaite dont j'ai déjà parlé. Mais il y a plus encore notre héritage, *d'un siècle de sang, de massacres et de ruines (...) que nous osons à peine nommer « modernité » et qui nous a imposé de renoncer à toutes les formes d'inéluçabilité, fussent-elles révolutionnaires. Il n'en demeure pas moins que ce pessimisme (...) s'ancre lui aussi dans un contexte. Il est le reflet de cet impérialisme de la désespérance qu'est la mondialisation, car, les virtualités positives ont beau se laisser discerner, l'attention lucide se trouve confisquée par l'extraordinaire puissance du négatif inhérente au système. (...) C'est bien d'un système dont il s'agit et ce système, le capitalisme, est demeuré le même, quant à sa nature, de puis le capital jusqu'à ses avatars impérialistes, lesquels, à travers et au rythme des bouleversements considérables qu'ils ont véhiculé et qui ont changé nos façons de voir le monde, n'ont fait que confirmer sa nuisance, au point de placer sous le signe de l'urgence, (...) la nécessité de le changer. La nouveauté n'est pas à chercher ailleurs. Et elle est radicale. Si mal en point, si désassemblées pour de semblables raisons conjoncturelles, que soient les forces contestataires, elles n'en ont pas moins affaire à la même tâche. Les symptômes les plus récents se multiplient qui donnent à penser que vont se produire, que sont en train de s'opérer des convergences, dont le programme n'est assurément pas disponible, mais dont la finalité est indiscutable (8).*

Précisément à cause de cette indiscutable finalité, de son urgence renouvelée, quand nous nous posons la question « fatale », Que faire ?, nous devons cesser de démoniser le pouvoir. Ce verbe, son agir, concerne notre rapport à nos propres vies, à ce que nous pouvons y faire ensemble. Courant 1999, un *manifeste du Réseau de Résistance Alternatif* a pas mal circulé. D'inspiration libertaire, il mettait à juste titre l'accent sur *Résister à la tristesse*

*Nous vivons une époque profondément marquée par la tristesse qui n'est pas seulement des larmes mais, et surtout, la tristesse de l'impuissance. Les hommes et les femmes de notre époque vivent dans la certitude que la complexité de la vie est telle que la seule chose que nous puissions faire, si nous ne voulons pas l'augmenter, c'est de nous soumettre à la discipline de l'économisme, de l'intérêt et de l'égoïsme. La tristesse sociale et individuelle nous convainc que nous n'avons plus les moyens de vivre une véritable vie et dès lors, nous nous soumettons à l'ordre et à la discipline de la survie : Le tyran a besoin de la tristesse parce qu'alors chacun de nous s'isole dans son petit monde, virtuel et inquiétant, tout comme les hommes tristes ont besoin du tyran pour justifier leur tristesse.*

*Nous pensons que le premier pas contre la tristesse (qui est la forme sous laquelle le capitalisme existe dans nos vies) c'est la création, sous de multiples formes, de liens de solidarité concrets. Rompre l'isolement, créer des solidarités est le début d'un engagement, d'une militance qui ne fonctionne plus « contre » mais « pour » la vie, la joie, à travers la libération de la puissance. Mais justement, son inspiration libertaire le condamne un peu plus loin à affirmer la résistance comme négation d'un désir de pouvoir, pour de bonnes et mauvaises raisons.*

*D'abord les mauvaises : 150 années de révolutions et de luttes nous ont enseigné que, contrairement à la vision classique, le lieu du pouvoir, les centres de pouvoir, sont en même temps des lieux de peu de puissance, voire d'impuissance. Le pouvoir s'occupe de la gestion et n'a pas la possibilité de modifier d'en haut la structure sociale si la puissance des liens réels à la base ne le rend pas possible. La puissance est ainsi toujours séparée du pouvoir. C'est pour cela que nous établissons une distinction entre ce qui se passe « en haut » qui est de l'ordre de la gestion et la politique, au sens noble du terme, qui est ce qui se passe « en bas ».*

Cette distinction recycle le slogan omniprésent ces dernières années de la « société civile ». Et c'est en quelque sorte au bout de la logique d'un tel slogan que j'ai entendu un quelconque représentant d'ATTAC (9) vendant l'activité de son sigle comme un vouloir « conquérir la société », qui romprait radicalement avec les vouloirs précédents. Au regard des efforts engagés et dangers encourus par les militants révolutionnaires au cours de ces mêmes 150 ans pour simplement diffuser leurs thèses, le prétendu renversement des priorités fait rire, un peu amèrement, mais rire quand même tant il est con.

Ce slogan comporte un autre piège, plus grave : la fracture centrale serait entre une « société civile » et l'Etat. Qu'est ce que cette société civile ? On en sait trop rien. Ou plus exactement si on connaît un peu l'histoire des concepts au service des vaincus, on sait que Gramsci avant Foucault avait attiré l'attention sur le voile induit par un tel concept sur les réalités classistes de nos sociétés. En tout cas, hasard de

l'histoire des formules ? C'est en 1999 que le MEDEF lançait sa « *»refondation sociale* », déclinant la notion de « *société civile* »(10).

En revanche, contre cette réinterprétation débilite de l'histoire des vaincus, l'affirmation suivante du même *Manifeste* mérite d'être citée : « *Dès lors, la résistance alternative sera puissante dans la mesure où elle abandonnera le piège de l'attente, c'est-à-dire le dispositif politique classique qui reporte invariablement à un »demain* », à un plus tard, le moment de la libération. (...) » En effet, *le chemin se fait en marchant* et une « loi » que connaissent tous ceux et celles qui luttent. De la grève dans un lieu de travail à la guérilla, le fait d'être en lutte change la donne. La résistance crée de nouveaux rapports entre les personnes, de nouvelles exigences aussi mais cela fait partie de ce qui est beau. Et c'est ce que ne comprendrons sans doute jamais ceux et celles qui vivent dans la tristesse du renoncement.

Alors pour en revenir à ta question, c'est en tant que communiste que je ne réduis pas l'élaboration des possibles à une conquête du pouvoir par le *prolétariat*. Aussi d'ailleurs parce que, si les deux contradictions de début de cette réponse se sont, depuis Marx, développées à une échelle planétaire, ce la n'a pas simplifié l'identité du fameux prolétariat, au contraire. Dans le même temps où la socialisation des forces productives, liée à leur développement, a encore étendu les champs de al tout aussi fameuse *mission historique* (11). Cela ne nous simplifie pas la tâche pour définir les modes permettant à la classe exploitée d'agir en tant que classe pour soi, sur lesquels se sont déjà engueulés Marx et Bakounine, il y aura deux siècles dans quelques années encore.

Bref, si ta question vise à me faire préciser si oui ou non, je promeus la phase transitoire de *dictature du prolétariat*... La réponse est oui, et c'est même une des raisons de me dire communiste. Mais si, sur le papier, ce moment me semble indispensable, entre autres au regard de tout ce que nous savons du pouvoir de nuisance de la bourgeoisie pour maintenir sa propre dictature, ne me demande pas quel sera le schéma de cette dictature qui nous garantira d'œuvrer à l'abolition de toutes les classes et, par là, au dépérissement de l'Etat tel que nous l'avons connu, outil de la dictature d'une classe sur une autre. La méthode bolchévique correspondit à une poussée datant de presque un siècle maintenant. Je suis beaucoup trop matérialiste pour vouloir même seulement la proposer comme réponse. Mais la méthode de la CNT/FAI en Catalogne en 1936, une « désertion » qui aboutit à l'occupation du « vide » par la bourgeoisie catalane et les stals, ne risque pas non plus de me convaincre. Bref, je n'ai pas la réponse, juste des pistes à travers nos échecs et encore... De ces échecs si j'arrivais à tirer les bonnes questions, je serais déjà très contente.

Joëlle Aubron, prisonnière d'Action Directe-juillet 2002-

#### NOTES :

- 1) Les exemples pullulent trop, juste 2 : certes le PCF votant les pleins pouvoirs à Guy Mollet pour pacifier l'Algérie mais encore l'attitude du PC Cubain tandis que la guérilla oeuvrait.
- 2) Au départ, les COLP furent un sigle ponctuel utilisé pour revendiquer l'attaque contre la prison de Rovigo en Janvier 1982 au cours de laquelle 4 prisonnières, ancienne de Prima Linéa, furent libérées. Cette attaque est menée par plusieurs petits noyaux résiduels du mouvement armé qui subsistaient à Milan et dans la région après la décomposition de Prima Linéa. Cette aire-COLP, puis COLP, continuera à bosser sur la question des prisons et recomposera un temps une structure organisationnelle politico-militaire. Dans les prisons, certains rejoindront les BR/pcc, d'autres la scission des BR intervenant comme collectif Wotta Sitta, d'autres les libertaires, d'autres encore se dissocieront.
- 3) Selon Alain Ménargues, correspondant à Beyrouth entre 1982 et 1995 pour Radio France, l'implication de l'armée israélienne dans ces massacres irait bien au-delà de la complicité passive. Rendues publiques en février 1983, les conclusions de l'enquête officielle israélienne se bornaient à constater la responsabilité personnelle de Sharon dans la perpétration des massacres. Or Alain Ménargues dans un livre à paraître, présente tout un faisceau d'éléments qui indique la présence d'une unité de commando israélien. Cette unité fut la première à investir les camps encerclés par l'armée. Munie d'une liste de 120 noms, elle commit 63 exécutions sommaires contre ces cadres civils palestiniens, avocats, médecins, enseignants et infirmières. C'est seulement ensuite qu'intervinrent une seconde, puis une troisième vague de tueurs libanais.
- 4) Soit l'existence du « socialisme réellement existant ». Quel qu'ait été l'échec de ce modèle à en finir avec les classes et donc les rapports d'exploitation et d'oppression, sa présence a contribué à démocratiser le stade impérialiste, par essence moment de pourrissement et donc de réaction. Ce n'est pas un hasard, si l'écroulement de ce modèle donne lieu à un nouveau pourrissement. La crise du politique, telle qu'elle s'est, entre autres, illustrée lors des récentes élections, en fait incontestablement partie.

5) Libération inclut certes émancipation dans ses synonymes. Néanmoins, en utilisant parfois émancipation, j'essaie de retourner à une distinction majeure. « Toute émancipation est réduction du monde humain, de ses rapports, à l'homme lui-même. L'émancipation politique est la réduction de l'homme à sa fonction de membre de la société civile... d'une part et de citoyen... de l'autre... C'est seulement quand l'homme a reconnu et organisé ses « forces propres » comme forces sociales, et par suite ne sépare plus de soi la force sociale sous la forme de la force *politique*, c'est seulement alors que l'émancipation humaine est consommée » (Marx, *la Question juive*). Ainsi la libération de ce qui opprime œuvre à l'émancipation, saisie comme envers de l'aliénation. Ce projet ne pouvant être nos retrouvailles avec un paradis perdu, libération et émancipation humaine est un devenir en élaboration continue, ces dès aujourd'hui le rendant mieux possible demain.

6) En 1998, nous écrivions : *Aussi, pour les luttes actuelles et futures, faut il partir de l'incontestable fracture historique, à la fin des années 80 ; constat d'une importance cruciale. Pourtant il est tout autant indispensable de souligner que ça n'a rien d'extraordinaire ou de cataclysmique de constater qu'un cycle de luttes s'est épuisé. De telles situations se sont déjà produites au moins à deux ou trois reprises depuis un siècle. Depuis les barricades de la Commune de Paris, l'histoire révolutionnaire sur notre continent a du évoluer, expérimenter, connaître la défaite, la reconnaître, puis se redresser et repartir « à l'assaut du ciel ».*

*Il faudrait pouvoir s'attarder sur cette évolution, faites de ruptures et d'échecs qui passe des anciennes tactiques conspiratrices et insurrectionnelles du XIXème siècle à la construction des grands partis et syndicats, de l'incapacité de ceux-ci à s'opposer à la boucherie de la première guerre mondiale à la IIIème Internationale et aux partis communistes, de la collusion de ceux là avec le système bourgeois après guerre à la nouvelle vague révolutionnaire rompant les grands axiomes du révisionnisme moderne. Pour aujourd'hui, ce que nous voulons en retenir peut déjà se résumer à une évidence. Le capitalisme se transforme avec les stades et les étapes et, avec lui, les cycles de luttes ; les formes et les méthodes révolutionnaires bougent sous l' « effet historique de la lutte des classes ».*

7) Seulement presque et c'est important parce que les processus historiques et les formations politiques et sociales dans lesquelles ils se déploient me font penser à ce qu'on commence à savoir du fonctionnement du cerveau humain : de la matière, rien que de la matière mais à la chimie de laquelle participe amplement le subjectif, ainsi l'affectivité dans ses interactions sociales, culturelles et individuelles.

8) Georges Labica, introduction à la réédition de « l'impérialisme stade suprême du capitalisme » c/ Le temps des cerises.

9) Je cible ATTAC parce que, ici, dans la construction journalistique qui fait office d'espace public, ce sigle a désormais été investi de la fonction de contestation comme il faut. Mais est largement partagé ce discours où l'agir passé de ceux et celles qui voulaient changer de société est ridiculisé, réduit à ce qu'a bien voulu en laisser la fabrique à oublier d'une histoire racontée par les vainqueurs.

10) Voir à ce sujet, le papier de Paul Lagneau Ymonet dans « Revenir aux luttes » n°26/27 d'Agone.

11) Pour n'en citer qu'un : la réalité selon laquelle, si socialisation des forces productives il doit y avoir, cette socialisation implique que l'appropriation collective de la richesses ainsi produite intègre les limites exposées par l'Ecologie. Faute de quoi la richesse n'en est plus une, c'est-à-dire, enterre l'avenir et gaspille le présent.